

ENQUÊTE MOBILITÉ

SALARIÉS-EMPLOYEURS

2021



Etat des lieux des déplacements domicile-travail sur le territoire : le point de vue des salariés et des employeurs

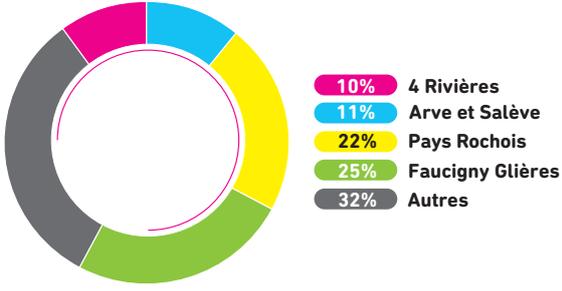
Une enquête en ligne réalisée du 28 septembre au 3 novembre 2021 sur les 4 communautés de communes de la Vallée de l'Arve

Une diffusion online (site internet, emailing, social media) et offline (affiches et flyers sur site, dans les transports en commun (TC), street marketing, presse)

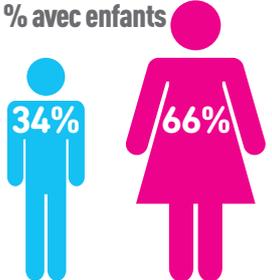
PROFIL DES SALARIÉS RÉPONDANTS

660 personnes, dont une très grande majorité d'employés et plus de 2/3 de femmes

68 % résident sur notre territoire



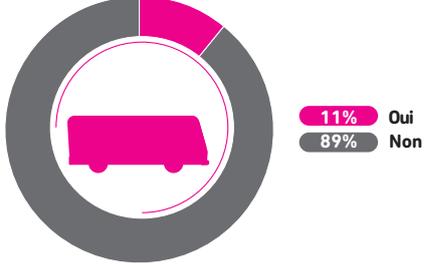
66 % de femmes
34 % d'hommes
83 % en couple
et 75 % avec enfants



95 % d'employés âgés de 20 à 59 ans



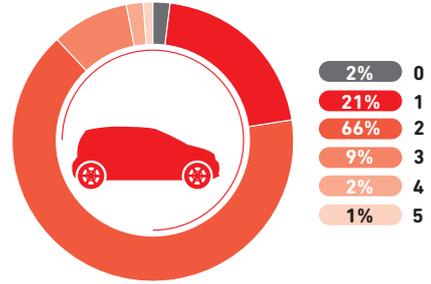
11% sont abonnés aux TC



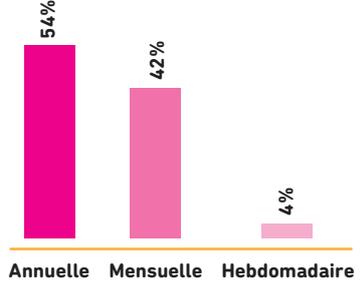
72 % possèdent un vélo traditionnel



98 % possèdent une voiture particulière et 78 % sont multimotorisés



dont 54 % avec un abonnement annuel



et 22% un VAE

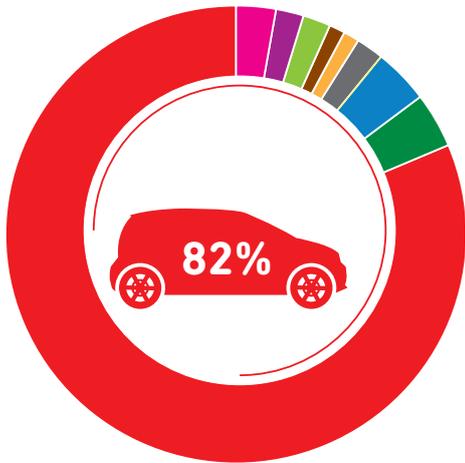


Seuls 6 % ne possèdent pas de vélo du tout



LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

La voiture individuelle, mode de déplacement principal, très loin devant le vélo et le train



- 82% Voiture
- 3% Bus / Autocar
- 2% Covoiturage
- 2% Marche
- 1% Moto / Scooter
- 1% Multimodes
- 0% Non renseigné
- >0% Télétravail
- 4% Train
- 4% Vélo

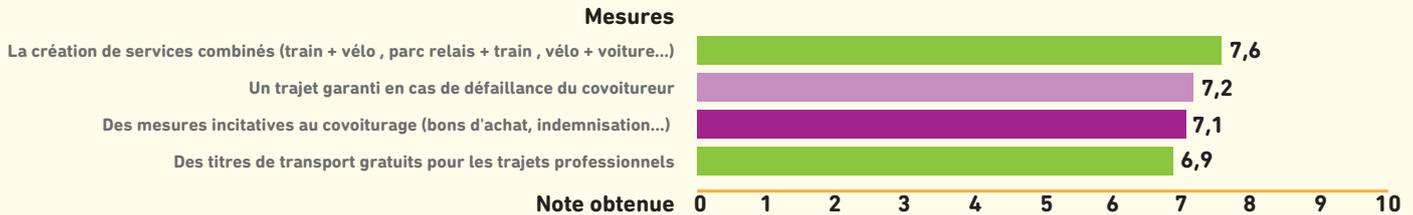
Seuls **16 %** des distances domicile-travail font moins de 5 Km



Quelles alternatives à la voiture ?

Une demande prioritaire de services combinés, devant la fiabilité et l'incitation au covoiturage

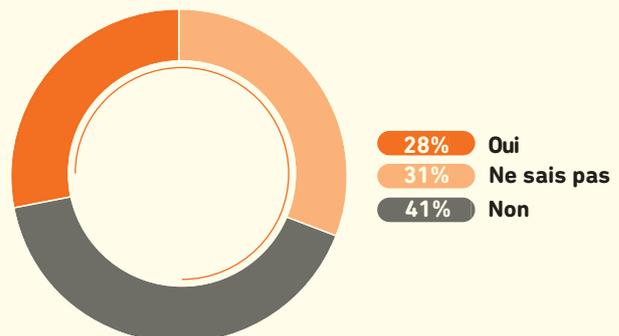
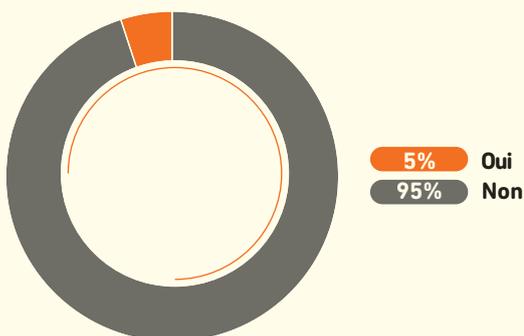
- Offres train+vélo, parc relais+train, vélo+voiture
- Trajet garanti en cas de défaillance du covoitreur
- Mesures incitatives au covoiturage



Les mesures d'incitation à une mobilité durable quasi inconnues des répondants

Seuls **5%** connaissent le forfait mobilité durable

Les actions ou réflexions des employeurs en faveur de la mobilité sont soit inexistantes, soit peu connues des répondants : **28 %** seulement en ont déjà entendu parler



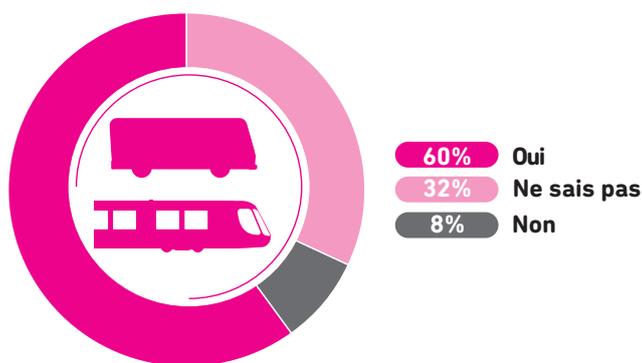
LES TRANSPORTS EN COMMUN

Des attentes centrées sur l'amélioration de l'offre et de l'information

Actions prioritaires



60 % estiment nécessaire l'amélioration de la desserte TC de leur lieu de travail et 1/3 n'ont pas d'avis



35 % sont intéressés par une navette bus pour aller déjeuner en centre-ville depuis leur lieu de travail



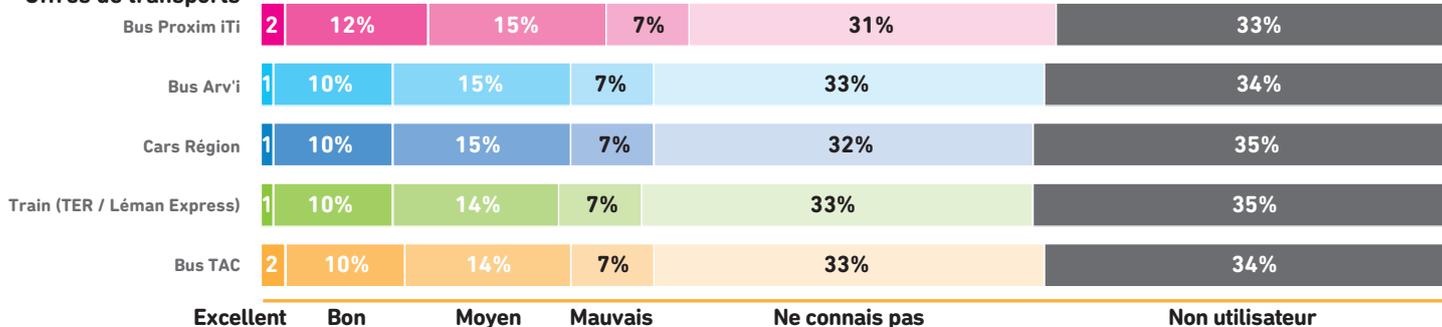
69 % connaissent l'offre TC Proxim iTi, mais parmi ceux-ci seuls **21%** l'ont déjà utilisée



Des réseaux TC avec une notoriété et une évaluation similaire :

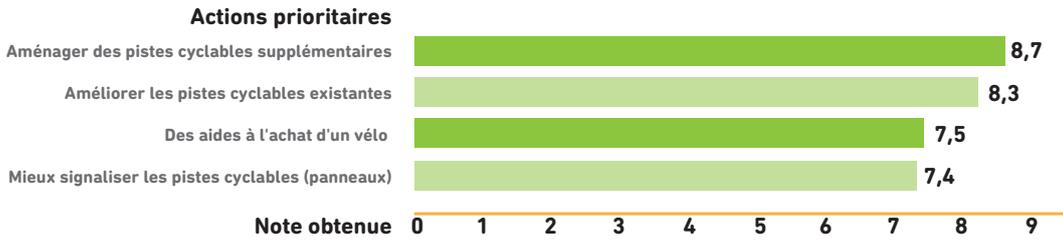
- 1/3 des répondants ne les connaît pas
- la moitié environ les juge plutôt adaptés et l'autre moitié plutôt médiocres

Offres de transports



LE VÉLO

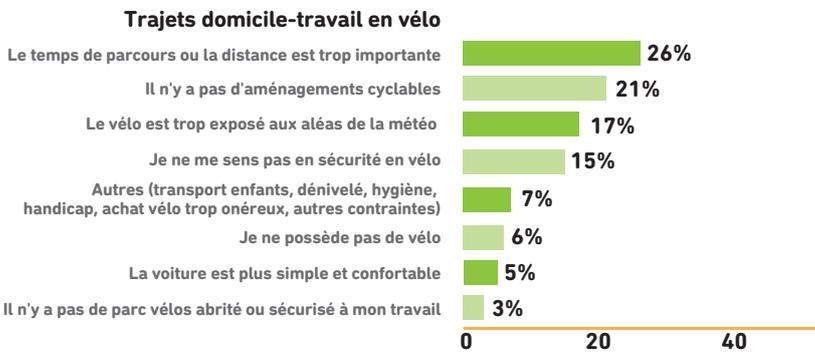
Point d'amélioration prioritaire : les infrastructures



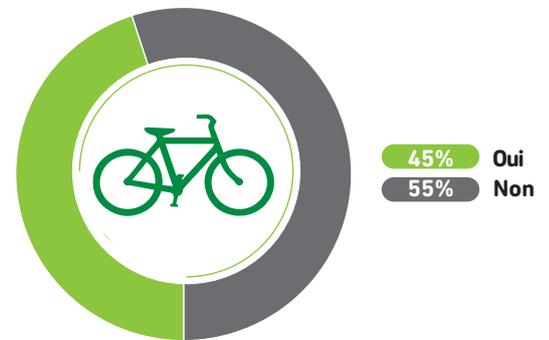
86 % des répondants ne connaissent pas le service Proxiv élo



Principaux freins d'usage : le contexte local (distances, topographie, déficit d'aménagements), la sécurité et l'accompagnement des enfants

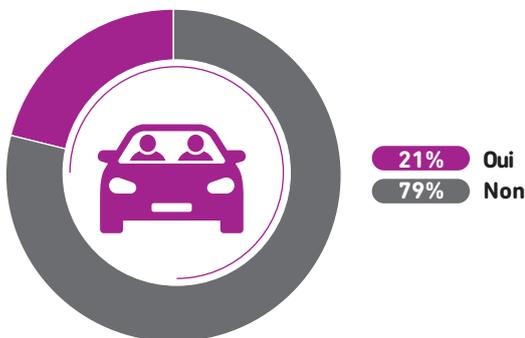


Des avis partagés sur l'alternative vélo pour se rendre au travail : 45 % l'envisagent, 55 % non



LE COVOITURAGE

21 % pratiquent le covoiturage



La moitié a recours à des services payants ; les autres s'organisent avec leur collègues

Une notoriété et un usage similaires quels que soient les services de covoiturage : 38% environ les connaissent et moins de 10% les utilisent

Services	Oui, je connais	J'ai déjà essayé	Non, je ne connais pas
Covoiturage Léman	182	44	261
Citiz (autopartage)	185	44	259
Blablacar Daily	189	45	262
Rézo Pouce (autostop)	184	44	260
Hé Léman (covoiturage)	185	44	262
Mov'ici	184	44	261



PROFIL DES RÉPONDANTS

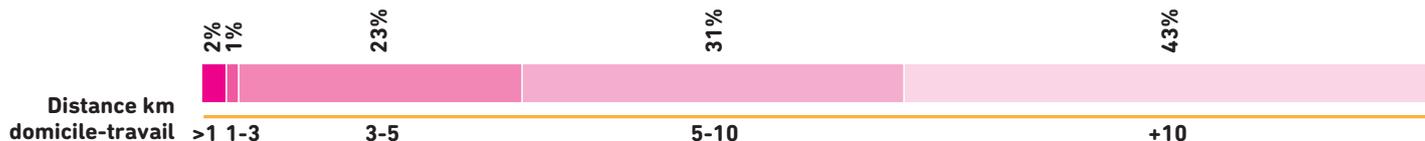
21 employeurs
du territoire
(CCFG, CCPR, CC4R, CCAS)

90 %
sont situés en centre-ville,
zone industrielle ou artisanale

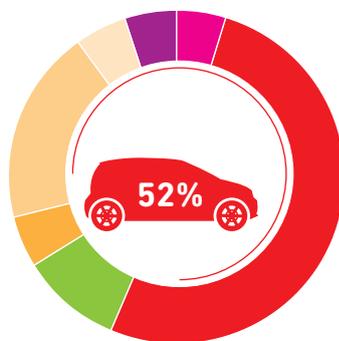
60 %
de très petites entreprises
1 seule grosse administration
(le CHAL)

LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

74 % des salariés habitent à plus de 5 km de leur lieu de travail, **43 %** à plus de 10 km



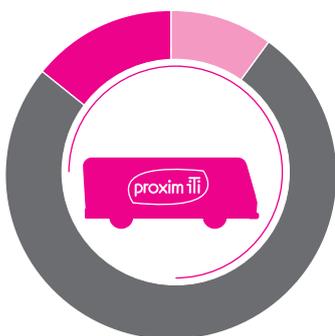
Dans **94 %** des cas, la voiture est le mode dominant et les TC ne sont que dans 10 % des cas



- 52%** Voiture
- 19%** Voiture / Vélo
- 10%** Voiture / À pied
- 5%** Bus / Autocar
- 5%** Voiture / Bus / Autocar
- 5%** Voiture / Vélo / À pied
- 4%** Mes stagiaires ne peuvent venir qu'en voiture

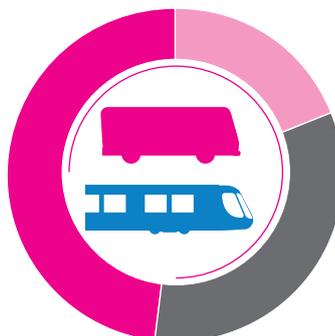
LES TRANSPORTS EN COMMUN

14 % des employeurs déclarent que leur collaborateur utilise Proxim'iti



- 10%** Ne sais pas
- 76%** Non
- 14%** Oui

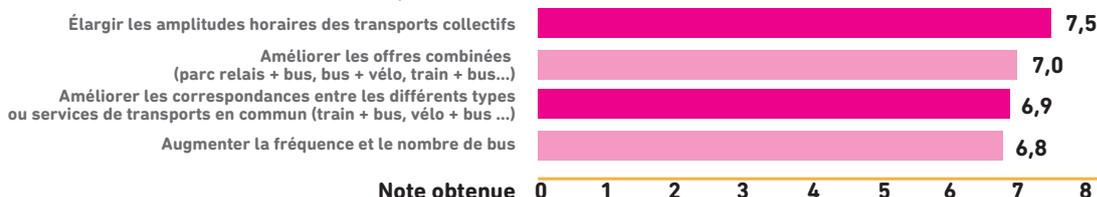
Une position mitigée face à l'offre TC existante : **48 %** des employeurs pensent qu'elle est utile, un tiers qu'elle ne l'est pas



- 19%** Ne sais pas
- 33%** Non
- 48%** Oui

Les amplitudes horaires en tête des demandes, devant l'amélioration des offres combinées et des correspondances entre les offres

Actions prioritaires

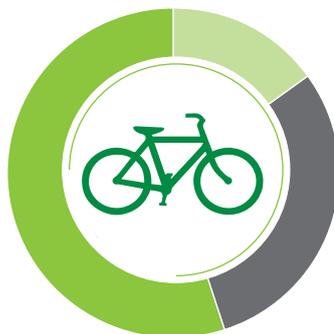


LE VÉLO

Seuls **14 %** des employeurs envisagent d'investir dans des vélos à assistance électrique



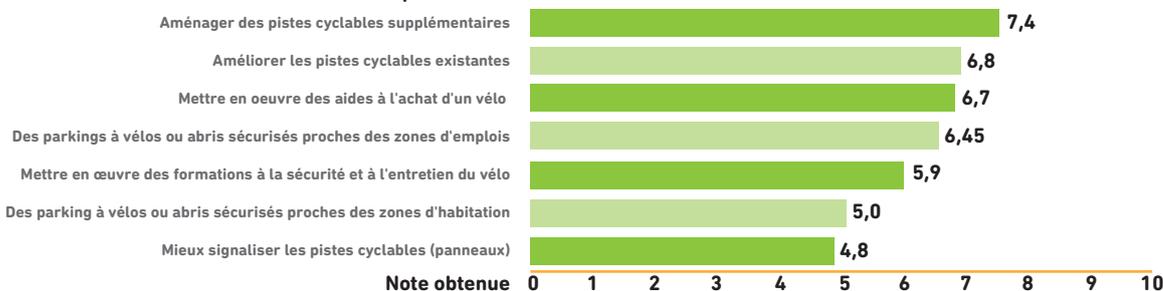
55% des employeurs pensent que le vélo peut être utile pour les déplacements domicile-travail



15% Ne sais pas
30% Non
55% Oui

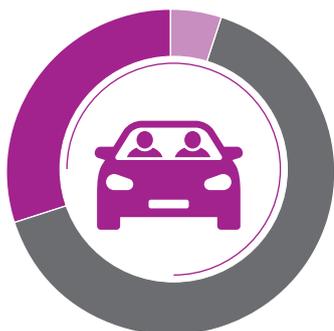
Création et amélioration des pistes cyclables en tête des demandes des employeurs

Actions prioritaires



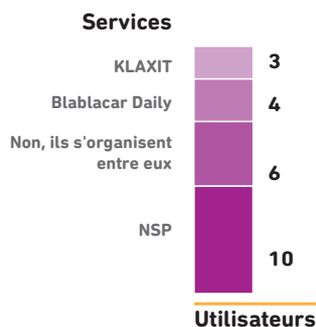
LE COVOITURAGE

30 % des employeurs déclarent que leurs collaborateurs pratiquent le covoiturage



5% Ne sais pas
65% Non
30% Oui

Une petite moitié s'organise entre collègues, l'autre moitié a recours à des services payants



Les mesures incitatives

- Une petite moitié des employeurs déclare avoir engagé des actions ou réflexions afin d'améliorer les déplacements alternatifs à la voiture de leurs collaborateurs
- Seul 1 employeur a engagé un plan de mobilité et a instauré le forfait mobilité durable
- 20 % participent financièrement à l'abonnement aux transports publics de leurs collaborateurs
- 42 % envisagent une reconversion des véhicules de service en GNV/GNC, GNL, électrique, hydrogène mais plus de 20 % n'ont pas d'avis sur la question
- Conversion des flottes de sociétés : une station multi-énergie pourrait être un élément de décision pour près de la moitié des employeurs et 37 % sont encore indécis